



BILLET

Présidentielle : des attentes

Une dynamique de refondation du secteur est en marche. Plus collective, plus transparente, elle veut rompre avec un système qui ne répond plus aux attentes des plus précaires, ni sur l'emploi, ni sur le logement. D'ailleurs, le « non-recours » aux prestations sociales explose. Dès lors, nous attendons de celles et ceux qui, demain, dirigeront le pays :

- Une politique de l'hébergement et du logement cohérente visant une optimisation des dispositifs qui permettra d'économiser sur le moyen terme. Le *Logement d'abord* est une dynamique à poursuivre, sans brûler les étapes et sans casser d'emblée les dispositifs d'hébergement existants, lesquels doivent anticiper l'organisation future. Pour cela, l'État qui pilote doit associer les collectivités locales et des acteurs associatifs responsabilisés, notamment par le biais de la contractualisation

« Nous attendons des signes forts... »

- de leurs missions avec les financeurs. Le stop and go des campagnes hivernales qui remet à la rue des personnes ayant enclenché un processus d'insertion dont ils perdent alors le bénéfice doit stopper.

- Des élus et des territoires engagés pour que nul ne reste sans accompagnement et qui respectent voire devancent la loi en matière de prévention des expulsions et de construction de logements.

- La prise en charge de la maladie psychique comme celle des addictions doit quant à elle proposer des réponses plurielles. Le repli dogmatique autour de pratiques « miracles » n'est jamais la bonne réponse. Expérimentons et évaluons, pour mieux répondre à l'usager ; l'essentiel est de laisser le choix aux personnes accueillies.

- L'insertion par l'activité économique, premier maillon du retour à l'activité, ne doit plus être une variable d'ajustement du chômage mais bien subventionnée au « juste coût ». Pour 1€ investit, l'IAE en rapporte 2. Mais elle doit se réformer, sortir des méandres de ses multiples dispositifs, mettre l'accompagnement au cœur des ensembliers de demain et chercher des passerelles avec l'entreprise. Aurore héberge, soigne et insère. Ces trois piliers sont aussi ceux de notre système de solidarité. Demain comme aujourd'hui notre objectif sera de les déployer au mieux pour nos concitoyens en souffrance. Après une campagne qui a quelque peu délaissé ces thèmes, nous attendons des signaux forts dès le 7 mai.

Éric Pliez
Directeur général

EN BREF...

Précarité des femmes : un prise en charge particulière

Une étude du groupe « Femmes et Précarité » de la Mipes (Mission d'informations sur la pauvreté et l'exclusion sociale en Ile-de-France) portant sur le genre dans la prise en charge des personnes en situation de précarité et à laquelle ont participé les services La Maison Bleue, La Halte Femmes et La Maison Cœur de Femmes, a été publiée en mars dernier. Issue d'une volonté de qualifier objectivement les enjeux et problématiques liés à la pauvreté et à la précarité vécus par les femmes, cette enquête entend répondre aux questionnements des professionnels quant à cette population. En effet, comme le confirme Angélique Berengé, chef de service de La Maison Cœur de Femme, les caractéristiques et difficultés rencontrées par les personnes en situation de grande précarité varient significativement selon qu'elles sont hommes ou femmes, et il convient de mieux cerner cette dernière population afin de pouvoir lui offrir un accompagnement social adapté et efficace.

Retrouvez l'étude de la Mipes sur le blog d'Aurore : www.aurore.asso.fr/blog

VIE INTERNE

Spass24, un second EDI au pôle Insertion professionnelle

Les Espaces Dynamiques d'Insertion (EDI) sont des structures de remobilisation pour des jeunes de 16 à 25 ans rencontrant des problèmes sociaux, familiaux ou de santé. Mis en place par la Région Ile-de-France, les EDI sont des organismes de formation qui accueillent les bénéficiaires sous le statut de stagiaires. Trois EDI couvrent le département de Seine-Saint-Denis, parmi lesquels L'Odyssée géré par l'association Aurore. Au cours de l'année 2011, l'association Rues et Cités, gestionnaire de l'EDI Spass24, a souhaité se séparer de la structure pour se recentrer sur ses activités de prévention. « *Nous avons entendu parler de cette situation* » explique Sébastien Gélard, chef de service de L'Odyssée, « *et nous nous sommes présentés aux financeurs pour la reprise de l'activité* ». La structure accueille annuellement 120 jeunes. Sur le principe d'action des EDI, elle propose des ateliers musique, informatique, écriture, mais aussi code de la route. Le transfert d'activité, validé par le Conseil Régional, la Préfecture et la ville de Montreuil a été bien accueilli par l'équipe montreuilloise composée de 7 personnes. Pour Sébastien Gélard : « *L'arrivée de Spass24 au sein d'Aurore permet la pour-*



L'atelier créatif proposé par Spass24

suite de l'activité et offre à l'équipe la possibilité d'interagir plus facilement avec les collègues de L'Odysée. Ils pourront de même compter sur un soutien plus important des cadres dans leur travail quotidien. » Si ce rapprochement semble positif pour les équipes, il l'est d'autant plus pour les jeunes accueillis au sein des deux structures : « L'Odysée et Spass24 proposent des ateliers différents. La réunion des deux EDI va multiplier les possibilités pour les jeunes qui pourront être pris en charge dans la structure qui leur correspond le plus » ajoute-t-il.

Avec des ateliers qui se complètent et des équipes soutenues, ce transfert d'activité montre combien la mutualisa-

tion peut améliorer les conditions d'accueil et d'accompagnement des bénéficiaires.



Comme L'Odysée, Spass24 expose une fois par an les réalisations des stagiaires.

HÉBERGER

Halte, on danse !

La Halte Femmes vient de conclure avec l'association Les Chemins de la Danse un partenariat qui permet de mettre en place un atelier danse hebdomadaire à destination des femmes prises en charge par le service. Idée née des réunions d'expression des usagers, ce projet est ancré dans la démarche d'ateliers éducatifs déjà proposés à la Halte. Comme l'atteste Rodrigue Cabarrus, chef de service, l'atelier danse, dont la première session s'est tenue le 12 avril dernier, va permettre aux femmes hébergées de sortir de la structure, se retrouver dans un autre cadre pour s'exprimer, se défouler et travailler l'estime de soi. Entièrement financé par la Fondation RAJA, l'atelier danse aura lieu tous les jeudis dans une salle mise à disposition par la Maison des Ensembles du 12^{ème} arrondissement, jusqu'à fin 2012.



La Maison des Ensembles, dans le 12^{ème} accueille l'atelier danse de la Halte Femmes.

SOIGNER

Projet LOGIS : rencontre avec les futurs locataires

L'été dernier débutait le chantier LOGIS qui prévoit la création de 13 logements, dans le 14^{ème} arrondissement de Paris, à destination de personnes traumatisées crâniennes. Si la construction du bâtiment est toujours en cours, une première rencontre a été organisée en avril avec les futurs locataires, membres de l'AFTC (Association de Familles de Traumatisés Crâniens), initiatrice du projet. Les 13 personnes rencontrées, vivant actuellement avec leur famille ou en structure médicale, manifestent un grand enthousiasme à l'idée d'habiter ces lieux qui s'adaptent à leurs handicaps et proposent une grande autonomie. Pour certains, LOGIS ne devrait être qu'une étape pour mieux gérer un logement seul par la suite. Pour le moment, les futurs résidents préparent leur déménagement, puisque le bâtiment devrait être livré au cours de l'automne 2012.



L'illustration représentant le futur bâtiment du projet LOGIS.

INSÉRER

GrDF, nouveau partenaire des Jardins Bio

Le 5 avril dernier les Jardins Biologiques de Sevran signaient une convention de partenariat avec l'antenne régionale de GrDF (réseau de distribution du groupe GDF Suez). Né d'une collaboration plus ancienne entre le Réseau Cocagne et l'entreprise, ce partenariat vient confirmer l'implication locale de GrDF en Seine-Saint-Denis en l'engageant à présenter ses offres d'emploi ou d'alternance aux habitants du Pont-Blanc où près de 40% des jeunes sont au chômage. En outre, l'entreprise finance à hauteur de 4000€ l'achat de matériel pour les jardins, et les salariés du groupe pourront participer à des journées de solidarité dans les serres biologiques du Pont-Blanc. Ce partenariat, conclu sur le long terme, témoigne de l'intérêt d'un tel rapprochement entre les mondes associatif et de l'entreprise.



Découverte des Jardins Biologiques du Pont-Blanc par l'antenne régionale de GrDF.

INFOS GÉNÉRALES

Négociations Annuelles Obligatoires

Dans le cadre des négociations annuelles obligatoires, deux premiers accords d'entreprise ont été signés en décembre 2011, et un troisième début janvier 2012. La CGT a signé ces trois accords, sa représentativité l'autorisant à le faire seule.

Le premier accord porte sur l'égalité des chances et la diversité, le point essentiel portant sur l'intégration des travailleurs handicapés. Aurore, qui employait 1,23% de travailleurs handicapés en équivalent temps plein en 2011, s'est engagée à aller au-delà de l'obligation légale en visant 1,7 % de salariés handicapés d'ici 2014.

Le second accord portant sur l'égalité professionnelle femmes/hommes vise, quant à lui, à réduire les inégalités selon trois axes principaux : l'embauche, la rémunération effective et la promotion

professionnelle. Si, fin 2011, les femmes représentent 57 % des salariés de l'association, elles ne sont que 45 % au niveau chef de service et directeur. Au vu de cet écart, Aurore s'est engagée à favoriser la féminisation des recrutements cadres de direction en interne et en externe. De même, les raisons des éventuels écarts de rémunération à compétence et ancienneté égales seront identifiées pour être supprimées si elles s'avèrent infondées.

Enfin, le dernier accord décide de l'application d'une même convention collective à tous les salariés d'Aurore (à l'exception des ESAT et des établissements pour enfants) et formalise le passage des salariés de l'ex-APRAE de leur ancien statut conventionnel (CCN66) à celui de la convention collective nationale des établissements privés, d'hospitalisation, de soins, de cure et de garde à but non lucratif du 31 octobre 1951 (CCN51), ceci dans le respect des règles, à savoir l'ap-

plication de la convention historique de l'association.

Orientations stratégiques

Éric Pliez se rendra dans les prochaines réunions de pôle pour exposer aux salariés les orientations stratégiques définies pour l'association. Seront évoqués les raisons qui sous-tendent leur mise en place, les enjeux et les étapes de leur mise en œuvre. Les objectifs sont d'informer et d'ouvrir la réflexion sur la mise en place concrète des orientations stratégiques par les équipes. Lors des réunions de pôle, José Chidlovsky, réalisateur, sera présent pour interviewer les salariés et recueillir leurs impressions et questionnements. Il sera possible de visionner les clips tournés et participer à une discussion ouverte sur l'intranet afin de permettre au plus grand nombre de s'exprimer. Les chefs de service reprendront également les discussions en équipe.

PARTENARIAT

Un chez soi d'abord, une expérimentation jouée à quatre mains

Aurore et l'Établissement Public Maison-Blanche portent en duo l'expérimentation *Un chez soi d'abord* à Paris. Rencontre avec Antoine Burnier, directeur des Admissions/Frais de séjour et des relations avec le secteur médico-social pour l'hôpital, mais aussi référent sanitaire du programme *Un chez soi d'abord*.

À quand remonte le partenariat entre l'EPS Maison Blanche et Aurore ?

Antoine Burnier : L'hôpital s'est rapproché des structures médico-sociales et donc d'Aurore, vers 1995. C'est le début de la relocalisation du site d'hospitalisation historique de Neuilly-sur-Marne vers Paris. Nous souhaitons nouer des liens pérennes avec des structures professionnelles d'hébergement pour accueillir les patients en sortie d'hospitalisation, car 30 à 40% de notre public est sans abri ou mal-logé. Or, la stabilisation des pathologies dont souffrent ces patients implique nécessairement un hébergement adapté. De nombreuses collaborations ont eu lieu

depuis, comme la reprise par Aurore de nos maisons relais Primavera et Papillons, les centres d'urgence gérés par Aurore au sein de nos pavillons à Neuilly-sur-Marne, ou plus récemment le montage de la maison relais Julien Lacroix. Depuis près de vingt ans nous travaillons avec Aurore au décloisonnement de nos secteurs respectifs. Et pour confirmer ce lien étroit, depuis ce début d'année, Éric Pliez est membre du Conseil de Surveillance de Maison Blanche, en tant que personne qualifiée (équivalent des conseils d'administration des associations).

Comment la proposition commune de Maison Blanche et d'Aurore sur Housing First est-elle née ?

A.B. : Nous gérons, en collaboration avec le Centre Hospitalier Sainte-Anne, les équipes mobiles psychiatrie-précarité. De plus, une partie de notre public pourrait prétendre à ce dispositif qui nous semble répondre à une vraie logique de santé publique. Nous nous sommes naturellement rapprochés d'Aurore pour déposer un projet commun.



Antoine Burnier et Jean-Marc Antoine, chargé de mission à Aurore, présentant l'expérimentation.

Comment les rôles seront-ils répartis ?

A.B. : Le Dr Alain Mercuel supervisera la prise en charge médicale des patients avec un médecin généraliste. Nous veillerons à l'implication des secteurs parisiens de psychiatrie dans le bon déroulement du projet notamment lors du passage des personnes accueillies sur *Housing First* vers le droit commun. Aurore sera l'opérateur principal, gèrera les logements et assurera la coordination de l'équipe dédiée. Nous recevons d'ailleurs ensemble les professionnels du social et du médical, avec la volonté d'estomper les frontières entre spécialités pour mobiliser toutes les compétences autour de cet ambitieux programme.

PRESSE RETROUVEZ REPORTAGES ET INTERVIEWS SUR WWW.AURORE.ASSO.FR/BLOG

MÉDIAS URUGUAY – 10 & 11 AVRIL 2012

Les 10 et 11 avril derniers, Aurore participait à un séminaire sur les addictions organisé en Uruguay, sur l'invitation de la mairie de Flores. Les conférences, qui ont rencontré un franc succès auprès des acteurs de la prise en charge des addictions ont été largement relayées dans les

médias locaux et régionaux. Dans son numéro du 10 avril, l'hebdomadaire *Ecos Regionales* publiait une double page sur la venue d'Anne-Marie Maffre, membre du Conseil d'Administration d'Aurore, Éric Pliez, directeur général, Armando Magallanes directeur du pôle Hébergement, François Hervé directeur du pôle Addic-

tions Santé-Précarité et Morad Fennas, directeur adjoint. Sur son site, le journal interviewe également Éric Pliez au sortir du séminaire. Enfin, la télévision locale TV8-Sin Censura s'est également intéressée à l'événement en retransmettant les débats. Retrouvez les articles et les émissions sur le blog d'Aurore.



SILOË : PRÈS DE 50 ANS DE LIENS

Dans le quartier de Pigalle, rue Victor Massé, le club de prévention et le CHRS de l'association Siloë donnent aux bénéficiaires des outils pour construire leur projet de vie.

C'est en 1965 que naît l'association Siloë, sur l'initiative d'un groupement de paroisses et d'un prêtre-éducateur.

Ils souhaitaient prendre en charge les jeunes « blousons noirs » qui troublaient parfois la tranquillité du quartier. D'abord construite sous la forme d'un bar sans alcool, la structure devient, en 1974, l'un des premiers clubs de prévention et le lien avec l'église disparaît peu à peu.



Le club de prévention et sa salle d'aide aux devoirs.

La prévention spécialisée : une question de confiance, de lien et de temps

Financés par le département, les clubs de prévention vont à la rencontre des jeunes en voie de marginalisation pour faire émerger un projet d'insertion. Les jeunes rencontrés dans le secteur de Siloë (haut du 9^{ème} et bas du 18^{ème}), âgés de 12 à 21 ans, font face à diverses problématiques : décrochage scolaire, précarité et/ou violence au sein de la cellule familiale, démêlés avec la justice, et se regroupent parfois autour du cannabis ou de l'alcool. « Ils sont au passage épineux de l'adolescence. Notre travail est d'enrayer ces processus de marginalisation et de les aider à devenir adultes » explique Sylvie Ray, directrice de Siloë. Pour cela, les trois éducateurs spécialisés, le moniteur-éducateur, le moniteur sportif et le chef de service vont à la rencontre des groupes qui « traînent » dans le quartier. Commence alors un long travail pour se faire connaître, gagner leur confiance et surtout créer du lien : « On discute parfois longtemps avant que ne se déclenche une demande. L'important est qu'ils sachent que nous existons » souligne l'équipe. À force de patience et de contacts réguliers, les jeunes se tournent vers le club de prévention, « parce qu'autour d'eux, la structure familiale est souvent défaillante et que nous représentons des interlocuteurs adultes fiables » ajoute la directrice. Les jeunes sont reçus au local du club qui propose aussi un soutien scolaire assuré par une vingtaine de bénévoles habitants du quartier ; un moyen pour amener les jeunes à pousser la porte de Siloë mais aussi pour ouvrir la structure sur l'extérieur. L'équipe fait lien entre un jeune, souvent perdu face aux démarches à entreprendre, et le fonctionnement de la société. Elle travaille aussi avec un grand nombre de partenaires, puisqu'elle intervient aussi bien sur les questions de santé, de logement que de justice. Cette diversité permet de disposer d'une palette de leviers qui mobiliseront au mieux la personne.

Un CHRS « alternatif »...

Le temps (certains fréquentent le club depuis de nombreuses années) et le lien sont les deux éléments sur lesquels s'appuie l'équipe dans sa mission de protection de l'enfance. Des caractéristiques que l'on retrouve aussi au CHRS, bien que le public soit différent. Situé à quelques mètres du club, le centre propose 28 places en appartements éclatés ou en chambres d'hôtel pour des personnes toxicomanes dépendantes en grande difficulté sociale. La philosophie du CHRS : pas de volonté normative ; ceux qui y sont hébergés avancent à leur rythme et dans la direction qu'ils souhaitent. « Nous ne freinons pas les projets de vie alternatifs. Notre objectif est avant tout que les gens ne se détruisent plus et parviennent à vivre, même si c'est en marge de la société » explique la directrice. L'équipe, composée d'une éducatrice spécialisée, d'une assistante sociale et d'une secrétaire, s'appuie sur un solide tissu partenarial, car là aussi le service veut confronter les résidents à l'extérieur : les projets de soins, les consultations chez les psychologues, les sorties sont travaillées avec des partenaires (notamment des services d'Aurore comme le centre de Bucy-le-Long, Soleillet, l'Antenne...). « Nous ne leur demandons pas d'arrêter les produits à leur arrivée, mais nous attendons d'eux qu'ils fassent des efforts et réalisent des démarches à l'extérieur ». Ces principes impliquent un suivi qui s'adapte au rythme de chacun et un accompagnement global qui tienne notamment compte de leur histoire, pour construire leurs projets futurs.

Siloë en 2011 :

Le club de prévention :

- plus de 400 jeunes rencontrés
- 117 personnes suivies
- 86 jeunes bénéficient de l'aide aux devoirs

Le CHRS :

- 28 places
- en 2011, 4 personnes sont sorties en logements autonomes, dans le parc public.

...maintenant épaulé par Aurore

Plusieurs fois, le CHRS a failli ne pas résister aux baisses budgétaires. Siloë a donc cherché à se rapprocher d'une association proche de ses valeurs. Son avenir s'écrit finalement avec Aurore puisque l'association fusionnera le 24 avril prochain. Une fusion qui arrive comme un soulagement :

« Nous cherchions une association solide pour ne plus avoir à affronter seuls les menaces de fermeture » ajoute Sylvie Ray. Au-delà des possibilités d'échanges avec les autres services, c'est la continuité d'un travail réalisé depuis près de 50 ans que les équipes espèrent ; parce que tout le travail de Siloë est basé sur le lien, un lien solide et pérenne, au service des bénéficiaires.

AGENDA

VIE INTERNE

4 mai :

- Comité d'entreprise

9 mai :

- Comité de direction

11 mai :

- Réunion sur la GPEC avec les organisations syndicales

23 mai :

- Réunion de la commission Parité/Égalité

25 mai :

- Petit-déjeuner des directeurs

PARTENARIAT

3 mai :

- Rencontre avec la DRIHL à propos de l'intermédiation locative
- Rencontre avec la mairie de Drancy et l'OPHLM de la ville pour la mise en place d'une résidence sociale

7 mai :

- Rencontre avec la mairie de Valenton à propos de l'installation d'Aurore sur la commune

9 mai :

- Rencontre avec la mairie du 10^{ème} pour le groupe de suivi d'itinérances

15 mai :

- Rencontre avec la mairie de Bezons à propos de l'accueil de jour Émile Zola

23 mai :

- Rencontre avec la mairie de La Garenne-Colombes à propos du projet de maison relais avec le bailleur Toit et Joie

25 mai :

- Rencontre avec la Direction du Logement et de l'Habitat à la mairie de Paris à propos du dispositif Louez Solidaire

ÉVÈNEMENT

14 mai :

- Séminaire du pôle Hébergement

15 mai :

- Séminaire du pôle Habitat